



# CASINO DE JEUX, PLACE DE CRÊTE

## Insécurité et délinquance autour des casinos : un risque avéré

### Un contexte local déjà fragilisé

Le centre-ville de Thonon, notamment aux abords de la Place des Arts, du Boulevard Georges Andrier, de la Place Dent d'Oche, de la Rue du Chablais et des rues proches de la gare, est déjà confronté à des problèmes de sécurité. Ces zones connaissent régulièrement des problématiques liées à la consommation de drogue et d'alcool, ainsi qu'au regroupement d'individus.

L'implantation d'un casino en centre-ville, qui n'est pas un casino touristique mais un casino urbain en gare, ne ferait qu'accentuer cette situation, en attirant des personnes impliquées dans des trafics ou des délits opportunistes. Contrairement aux casinos touristiques situés dans les stations balnéaires ou thermales au bord de lac ou dans un parc, en tout cas dans des lieux accueillants et plaisants, celui de Thonon qui est typé « urbain » vise une clientèle jeune, locale et régulière, ce qui accroît encore les risques sociaux pour la ville.

### Augmentation de la criminalité

De nombreuses études démontrent qu'un casino en centre-ville entraîne une hausse des délits, notamment les vols, les agressions et les trafics illégaux.

Le Centre d'Analyse Stratégique, organisme gouvernemental rattaché au Premier ministre, a publié en 2022 une étude indiquant que les villes disposant d'un casino constatent une augmentation de la criminalité de 10 à 15 % dans un rayon de 500 mètres autour de l'établissement.

Cette hausse est notamment due à l'attraction qu'exercent ces lieux sur des individus impliqués dans des activités illicites. La concentration de joueurs compulsifs en difficulté financière peut également entraîner une augmentation des vols, escroqueries et autres délits opportunistes dans le quartier.

### Un point de convergence du trafic de drogue

Les casinos sont des lieux prisés pour le blanchiment d'argent issu du trafic de drogue. Une enquête menée par la Commission Européenne sur la Criminalité Financière (2023) démontre que les groupes criminels utilisent régulièrement les casinos pour recycler des fonds illicites. Sans compter sur les dealers qui viennent souvent dans les casinos urbains pour « cramer la caisse » avec les gains des deals.

L'implantation d'un casino en cœur de ville, proche de la gare, pourrait donc favoriser la présence de troubles déjà actifs dans les rues de la ville, aggravant les problèmes existants et rendant le quartier plus vulnérable à des activités illicites.

### Une pression accrue sur les forces de l'ordre

Les forces de l'ordre locales, déjà fortement sollicitées, devront faire face à une augmentation des conflits, altercations et troubles liés à l'activité du casino. Une enquête menée en 2023 par une Préfecture a montré que les interventions nocturnes dans les quartiers proches des casinos augmentent de 30 % après l'ouverture d'un tel établissement.

Cette situation mobilise davantage les ressources policières et fragilise la sécurité globale de la ville. Il est essentiel de préserver l'ordre public et d'assurer la tranquillité des riverains.

### Des risques pour les populations vulnérables

De plus, les populations les plus vulnérables sont souvent les premières touchées par les conséquences négatives des jeux d'argent. Un casino en centre-ville risque d'aggraver les problèmes d'endettement, d'exclusion sociale et de délinquance associés.

**Et donc .....**

L'installation d'un casino en centre-ville de Thonon présente des risques avérés en matière de sécurité, d'ordre public et de criminalité. Dans un contexte déjà fragile, notamment aux abords des places et rues mentionnées, il est crucial de prendre en compte ces facteurs avant toute prise de décision. La préservation de la sécurité, de la tranquillité des habitants doit rester une priorité absolue pour assurer un cadre de vie serein et protégé à l'ensemble des citoyens.

**L'État peut refuser un projet s'il estime que les risques économiques, sociaux et sécuritaires sont trop élevés.**

**Une forte mobilisation citoyenne peut faire basculer la décision, car le Gouvernement ne peut pas cautionner un tel projet.**